

La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1306** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net

Récépissé n° MIN/CM/LMO/053/2015

Washington pousse Kinshasa à un...

(Page 12)

Dialogue satanique !

M23 à Rutshuru

**Le RCD-KML
suggère le
«recrutement»
des jeunes
pour
appuyer les
FARDC** (P. 2)

**Port en eaux
profondes de
Banana : 1,5
milliard USD
de coût** (P. 5)



Agression dans l'Est

**L'Ouganda aussi aux
côtés du M23 ?** (Pages 4)

Assemblée nationale

**Budget 2023: Sama
Lukonde défend et
passe** (Page 12)

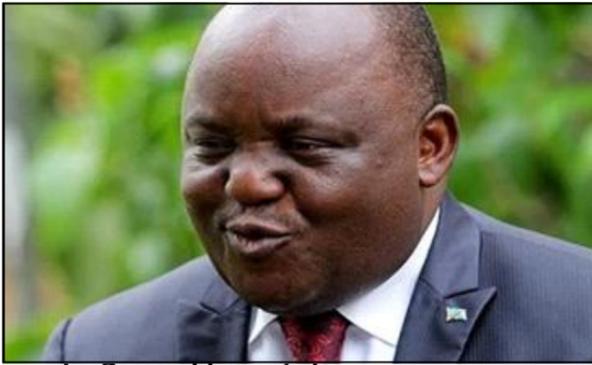
**Nyota
TV**
Retrouvez-nous
sur 348
Canal+!

CAF C1 Dames

**Mazembe
domine Wadi
Degla : 1 - 0 !** (Page 11)

M23 à Rutshuru

Le RCD-KML suggère le "recrutement" des jeunes pour appuyer les FARDC



damne fermement l'agression Rwandaise et la prise de Rutshuru et Kiwanja sous couvert du M23, qui en réalité n'existe pas en tant que groupe armé autonome. Le RCD-KML réitère sa

Le Rassemblement des Congolais pour la Démocratie – Kisangani Mouvement de libération (RCD-KML) a réagi à la présence des rebelles du M23 dans les agglomérations de Kiwanja et Rutshuru centre, au Nord-Kivu, à l'Est de la République Démocratique du Congo.

Dans un communiqué publié lundi 31 octobre 2022, le parti de Antipas Mbusa Nyamwisi plaide pour le « recrutement » des jeunes dans les provinces du Nord et Sud-Kivu, pour combattre aux côtés des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC).

Tout en condamnant également les crimes « ignobles » commis récemment dans la localité de Maboya, avec le massacre de plus de 7 personnes par les terroristes ADF, le RCD-KML réaffirme son soutien aux forces loyalistes.

«Face à la dégradation de la situation sécuritaire au Nord-Kivu, caractérisée notamment par la recrudescence de l'activisme du M23 et ses soutiens ainsi que la progression inquiétante de l'ADF au Nord-Kivu de la province, le RCD/K-ML con-

demande maintes fois formulée d'un recrutement massif de jeunes dans toutes les provinces en vue de faire face à l'insuffisance endémique des effectifs militaires, de même que la nécessité de faire participer la population à sa propre sécurité, notamment dans la guerre contre les terroristes de l'ADF», soutient-il.

En outre, le parti de l'ancien Vice-premier Ministre et Ministre des affaires étrangères plaide pour une meilleure prise en charge de Forces Armées de la RDC au front, ainsi que la révision à la hausse du budget de l'armée et des services de renseignement.

Face à la dégradation de la situat° sécuritaire au NK, caractérisée notamment par la recrudescence de l'activisme du M23 et ses soutiens ainsi que la progression inquiétante de l'ADF au Nord de la prov, le RCD/KML propose entre autres la mobilisation gén pic.twitter.com/RCKv3bZiUd pic.twitter.com/2r7oepFIKK

— RCD/K-ML (@rcd_k) October 31, 2022
Magloire Tsongo/Goma
La Prunelle RDC

La Monusco assure l'exfiltration de 12 journalistes de Kiwanja et Rutshuru

La MONUSCO a facilité, lundi 31 octobre, 12 journalistes de Kiwanja et Rutshuru de faire le déplacement de la ville de Goma, par un hélicoptère.

Parmi eux, il y a une femme avec ses deux enfants, en très bas âge.

Ils auront passé quatre jours à la base de la mission onusienne à Kiwanja, bien pris en charge, avant d'être évacués sur Goma, affirment des sources sur place.

Ces journalistes font partie de la première vague de cet espace occupé par le M23 à trouver refuge à Goma, sur ceux déjà identifiés par la MONUSCO.

Darlene RUSHAGO, de la radio Umudiyo-Fm, dit «être filée» par les rebelles, depuis leur entrée à Bunagana, en juin dernier :

« Depuis la prise de Bunagana, j'ai commencé à recevoir des menaces, par Sms, par des appels. Et, quand ils sont (NDLR : rebelles) entrés dans le territoire de Rutshuru, samedi à 13h30 minutes, ils sont arrivés à la maison (...). Et voilà, c'est comme ça que je me suis rendue à la MONUSCO à Kiwanja. Jusqu'à ce qu'on vienne d'arriver (à Goma), quand-même on était bien encadrés »

De son côté, Vianey WATSONGO, journaliste à la radio RTDH de Kiwanja, une radio



privée, dit avoir quitté Kiwanja pour se mettre à l'abri.

« Nous, nous sommes là pour appuyer aussi les actions du gouvernement. Ce que nous diffusons, ça ne peut pas plaire aux rebelles. C'est pourquoi on s'est caché à la MONUSCO. Nous étions gardés là-bas, c'était sous l'appel du JED (Journaliste en danger) et l'UNPC. Et, c'est la MONUSCO qui nous a gardés pendant tous ces jours-là, jusqu'à arriver ici (à Goma). »

Sur les 5 radios installées à Rutshuru-centre, une seule est restée en ondes, après l'occupation du M23.

Il s'agit de la Radio communautaire Horizon dont le directeur, Patrick Kiroha, indique qu'il ne fait que jouer de la musique et prendre en relai les éditions d'informations de radio Okapi, Top Congo et RFI.

Dans la cité voisine de Kiwanja, sur les six radios installées, quatre sont fonctionnelles, mais sans production des informations.

Rutshuru

Plaidoyer pour la reconquête de la chefferie de Bwisha

Les chefs de 7 groupements de la chefferie de Bwisha, territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) ont plaidé, lundi 31 octobre, pour que les FARDC récupèrent le contrôle de leur entité.

Le chef de cette chefferie, mwami Jean-Baptiste Ndeze l'a affirmé au sortir d'une audience avec un des conseillers principaux du gouverneur militaire du Nord-Kivu, à Goma.

« Nous attendons les orientations de l'autorité. Nous avons fait part de notre message, nous attendons les orientations de l'autorité. Et donc, nous voulions savoir, de sa bouche, quelles sont les orientations au niveau provinciale, nous en tant qu'autorités coutumières que devrions-nous faire maintenant ? vu que nos populations sont abandonnées à elles-mêmes », a-t-il souligné.

Jean-Baptiste Ndeze a également précisé que toute la chefferie de Bwisha est occupée en commençant par Rugari, Kisigari,



Bweza, Jomba, Bukoma, Binza en partie, et Busanza en partie aussi, donc toute l'entité en général.

Les chefs du groupement Kisigari (NDLR : là où il y a la base militaire de Rumangabo, le chef de groupement Bukoma (NDLR : là où il y a la cité de Kiwanja). Le

chef de groupement Bweza, celui de Busanza et le secrétaire administratif de la chefferie de Bwisha séjournent à Goma.

Leur évacuation de Rutshuru à Goma a été facilitée, pour la plupart, par la MONUSCO.

Conditions de vie difficiles pour la population dans les entités sous occupation du M23



Les populations des agglomérations sous occupation du M23, territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) vivent difficilement, ont affirmé mardi 1er novembre, des sources sur place.

Elles ont révélé que la reprise timide des activités économiques à Kiwanja et Rutshuru, où depuis deux jours, seules deux boutiques ouvrent leurs portes.

Très peu de marchands sont visibles dans les petits marchés de ces entités.

Paniqués, les agriculteurs de

cette contrée ne fréquentent que les champs les plus proches pour glaner quelques grains de haricots pour leurs familles, rapportent les mêmes sources.

Et, ils peinent à se s'approvisionner en produits de subsistance.

Et pendant ce temps, les véhicules ne circulent pas sur la route nationale Goma-Rutshuru-Lubero, étant coupée, au niveau de Mabenga, au Nord et Rugari au Sud.

Même les véhicules des humanitaires ne sont pas visibles

dans ces différents axes routiers.

Sur le plan sécuritaire, tout est globalement calme, depuis la nuit dernière, de Mabenga à Rugari, environ 40 KM au Nord de la ville de Goma.

Selon plusieurs témoignages recueillis dans la zone, aucun coup de feu n'a été entendu dans cette zone sous occupation du M23 jusque ce mardi matin.

Nos sources évoquent quelques inquiétudes des populations dans l'enclave de Vitshumbi à la suite, notamment de l'afflux de militaires FARDC dans la zone.

D'autres inquiétudes sont aussi notées dans le groupement Binza, occupé, jusqu'à présent à moitié par les rebelles, mais où plusieurs positions militaires ont été dégarnies de leurs occupants.

Dans la partie Sud, autour de la ville de Goma, quelques personnes redoutent que l'ennemi utilise les forêts du Parc de Virunga, autour de Rugari, pour déboucher dans les parages de la ville.

RO

Révision du fichier électoral

La CENI réunit un lot de cartes d'électeurs destiné à la formation du personnel opérationnel

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a réceptionné, lundi 31 octobre 2022, à l'aéroport international de N'djili à Kinshasa, un lot important de cartes d'électeurs (au total 1.688.000), accompagné des films de plastification.

Selon le questeur adjoint de la Centrale électorale, Sylvie Birembano, qui les a réceptionnées, ces cartes seront utilisées durant la formation du personnel opérationnel commis à l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs.

« Conformément à la feuille de route publiée par la CENI en date du 3 février 2022, nous sommes dans les préparatifs de l'opération de Révision du fichier électoral (RFE). La CENI a entamé une des phases décisives du processus électoral. Présentement, elle planifie

l'étape d'identification et d'enrôlement des électeurs qui devra intervenir en décembre 2022. A cet effet, le président Denis Kadima m'a déléguée pour réceptionner un lot important de matériel devant servir à cette opération », a-t-elle fait savoir.

Et de rappeler : « Le 19 septembre dernier, nous sommes entrés en possession de l'échantillon de kit qui a servi au test grandeur nature et un mois plus tard, nous avons reçu de notre partenaire (Mirus systems) un lot plus important de kits pour l'enrôlement des électeurs faisant suite à notre commande. Et aujourd'hui, nous venons de réceptionner un lot important des cartes d'électeurs ainsi que des films de laminage utiles pour cette opération. C'est pour dire tout haut que la CENI a mis toutes les batteries en marche pour



organiser cette grande opération d'identification et d'enrôlement des électeurs ».

L'arrivée de ces cartes intervient au moment où la CENI se prépare à clôturer le processus de recrutement du personnel opérationnel commis à la révision du fichier électoral prévue en décembre de l'année en cours.

Prince Mayiro/7/7 ;cd

Nécrologie

Toto Mujinga a œuvré depuis les premières heures d'existence de Nyota radio et télévision comme agent chargé de l'entretien et assainissement, puis comme responsable de ce service.

Affectueusement appelée à Nyota radio et télévision « Maman Toto », elle s'est éteinte en début d'après-midi du lundi 31 octobre 2022, à Lubumbashi des suites d'une maladie.

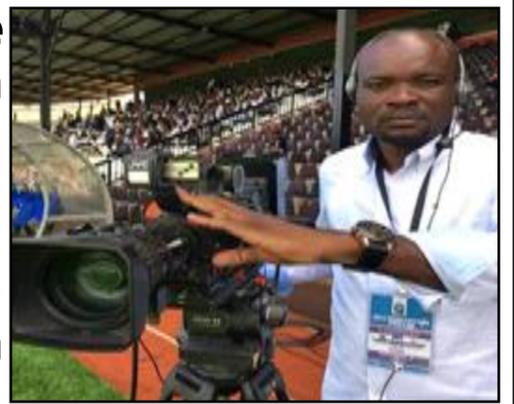
Toujours dévouée à son travail, « Maman Toto » s'en est allée au moment où la Chaîne étoilée avait encore plus besoin d'elle.

Repose donc en paix, « Maman Toto » !



Nécrologie

Le Groupe Nyota télévision et radio a le profond regret d'annoncer le décès, mardi 1er novembre 2022, de son ancien cameraman Teddy Kongolo des suites d'une maladie.



Affaire Chebeya - Bazana

Antoine Mwiyande wa Kondo aux arrêts



Un homme portant un t-shirt avec les portraits de Floribert Chebeya et Fidèle Bazana attend, en avril 2013, le procès d'un des principaux accusés dans l'affaire. (Photo d'illustration)

La justice vient de mettre la main sur un proche du principal suspect dans l'affaire de la mort des deux défenseurs des droits de l'homme Floribert Chebeya et son collègue Fidèle Bazana pour laquelle plusieurs personnes ont déjà été condamnées. Cet homme aurait tout fait pour dissuader le policier Paul Mwilambwe Londe de témoigner sur ce qu'il avait vu le soir des assassinats.

C'est un nouvel épisode dans l'affaire de l'assassinat le 1er juin 2010 des deux défenseurs des droits de l'homme Floribert Chebeya et son collègue Fidèle Bazana, tous deux de l'ONG La voix des sans voix. Ancien cadre à la Régie des voies aériennes dans la ville de Lubumbashi, Antoine Mwiyande wa Kondo a été interpellé à Kinshasa ce week-end. Selon Me Peter Ngomo, l'avocat du policier Paul Mwilambwe, principal témoin qui

a été acquitté, la justice a entre ses mains une figure importante de l'affaire Floribert Chebeya. « C'est un monsieur qui à l'époque des faits est intervenu avant que Paul Mwilambwe ne rentre », indique-t-il

« Si effectivement, Paul Londe était peureux, il ne serait pas venu au vu des menaces que lui proférait monsieur Mwiyande. Dans ces audios, Mwiyande lui-même avait attribué l'assassinat de ces deux défenseurs des droits de l'homme à charge de John Numbi et de Kabila. Mais il est allé encore plus loin en disant à Paul Mwilambwe qu'il parlait régulièrement à John Numbi, qu'il avait son numéro et qu'il savait même où il était. Il avait même cité le lieu où il était », ajoute l'avocat.

Même si le principal suspect, le général John Numbi, est toujours en fuite depuis plusieurs mois, Me Peter Ngomo souhaite maintenant qu'Antoine Mwiyande wa Kondo soit entendu dans cette affaire qui n'a pas encore fini de révéler toutes ses zones d'ombre.

RFI

EPST

Réinstauration du salut au drapeau dans les écoles

Le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) a instruit, lundi, les autorités scolaires de réinstaurer le rite patriotique du salut au drapeau dans leurs établissements respectifs. « J'instruis les différentes autorités scolaires de veiller scrupuleusement à la levée des couleurs nationales chaque jour ouvrable de la semaine, de 7h15' à 7h25', pour ceux de l'avant-midi et, de 12h15' à 12h25', pour ceux de l'après-midi », a recommandé le ministre Tony Mwaba, dans une note circulaire.

« Chaque premier jour ouvrable, le chef d'établissement tiendra une causerie morale sur un thème d'actualité ou sur un autre thème propre aux réalités du milieu, après la levée des couleurs nationale.

Il veillera à l'affichage de l'effigie du Chef de l'Etat dans chaque bureau et salle de classe », a-t-il poursuivi. « Je vous rappelle que le cours d'éducation civique et morale vise à amener l'apprenant à vivre les relations et à pratiquer les actes qui traduisent leur attachement et amour à la patrie. Que les enseignants vivent l'éducation civique et morale avec leurs élèves plus qu'ils n'enseignent en vue du changement intégral de notre société », soutient-on

dans le document.

Ces mesures sont inscrites dans l'article 44 alinéa 4 de la Constitution qui stipule que : « Les pouvoirs publics ont le devoir de promouvoir et d'assurer, par l'enseignement, l'éducation et la diffusion, le respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et des devoirs du citoyen », a-t-on fait savoir.

Par ailleurs, le ministre de l'EPST a présidé, le même lundi, dans son cabinet de travail, la réunion interministérielle sur l'activation des ressources financières du Fonds de promotion de l'éducation et de la formation (FPEF). « Nous avons arrêté un certain nombre de mécanismes que nous allons activer pour que le décret du 24 novembre 2021 signé par le Premier ministre soit respecté », a-t-il déclaré. Il s'agit du décret portant création, organisation et fonctionnement du FPEF qui est un établissement public créé pour mobiliser les ressources innovantes en vue d'appuyer le système éducatif. Cette séance de travail a connu la participation des ministres de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), de la Jeunesse, de la Formation professionnelle et métiers, de la Recherche scientifique, des Affaires sociales ainsi que la vice-ministre de l'EPST, signale-t-on.

ACP



Sempiternelle rengaine**Les USA appellent le M23 à se retirer de ses positions, à désarmer et à rejoindre le dialogue**

Les États-Unis condamnent fermement la reprise des combats par le groupe armé du Mouvement du 23 mars (M23) en République démocratique du Congo (RDC). La reprise des hostilités depuis le 20 octobre a causé d'importantes souffrances humaines, notamment des morts et des blessés parmi les civils et un nombre important de personnes nouvellement déplacées.

Les États-Unis appellent à la cessation immédiate des hostilités et au respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Nous appelons le groupe armé M23 sanctionné par les États-Unis et l'ONU à se retirer de ses positions, à désarmer et à rejoindre le dialogue intercongolais (processus de Nairobi) en préparation du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration communautaire offerts par le gouvernement de la RDC.

Nous appelons tous les acteurs de

la région à cesser tout soutien ou coopération avec le M23 ou d'autres groupes armés non étatiques. Nous restons profondément alarmés par l'augmentation des discours de haine et appelons à mettre un terme à la rhétorique violente.

Nous réitérons également que l'implication dans la planification, la direction, le parrainage ou la conduite d'attaques contre les Casques bleus de l'ONU constitue une base pour la désignation de sanctions conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Nous appelons à une reprise immédiate du processus de Nairobi et du processus de médiation trilatérale de Luanda pour trouver une solution durable. Tous les États parties de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) doivent respecter les principes convenus lors du Conclave des chefs d'État d'Afrique de l'Est et du processus de médiation de Luanda.

Enfin, nous exprimons notre ferme soutien à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC.

Ned Price, Department Spokesperson

Agression dans l'Est**L'Ouganda aussi aux côtés du M23 ?**

Alors que la tension a remonté d'un cran entre Kinshasa et Kigali, sur fond de la reprise des violents combats entre FARDC et les terroristes du M23, le gouvernement congolais dit être entrain de « retracer » si l'Ouganda a participé dans les derniers événements dans la partie Est du pays.

À la chute de Bunagana, plusieurs soupçons d'un renfort ougandais au M23 ont plané.

Jeudi 27 Octobre 2022, la société civile de Rutshuru a rapporté que les combats rudes ont opposé les FARDC aux Armées Rwandaises et « Ougandaises » à Kibaya non loin du Groupement Busanza, à Matebe, à Buhuri, et Nyesisi et ayant causé les déplacements massifs des populations.

Dans un briefing hebdomadaire, tenu ce lundi 31 octobre 2022, Patrick Muyaya, porte-parole du gouvernement congolais dit être informé des spéculations. Cependant, a-t-il souligné les services de renseignement militaire sont pied d'œuvre pour déceler l'implication ou non de l'Ouganda dans les derniers événements à Rutshuru.

« Ce qu'il faut savoir, nous sommes entrain d'opérer avec l'Ouganda de manière claire à Beni, contre les terroristes des ADF. Nous avons attendu les informations dans ce sens, disant qu'il y aurait eu implication de l'armée ougandaise dans les derniers événements, ces faits sont entrain d'être retracés », a confié Patrick Muyaya, devant la Presse.

Kinshasa accuse activement Kigali de soutenir le M23, ce que les autorités rwandaises démentent. Des preuves sont déjà été établies lors des premiers événements à la chute de Bunagana. Des militaires Rwandais ont été capturés sur terrain et des munitions d'origine rwandaise récupérées.

Cependant, l'implication de l'Ouganda est sous examen. « Le moment venu, dès que les détails seront prêts nous pouvons vous donner la position du gouvernement quant à ce », a martelé Patrick Muyaya.

L'Ouganda, un autre ennemi



La cité stratégique de Bunagana, à la frontière avec l'Ouganda, au Nord-Kivu, a échappé au contrôle des forces armées congolaises FARDC depuis juin 2022. Soutenus par l'armée rwandaise, les terroristes du mouvement du 23 mars (M23) se sont accaparés Bunagana sur fond d'une complicité qui aurait été jouée entre Kampala et Kigali.

D'une voix sage et courageuse, le speaker de l'assemblée nationale, Christophe Mboso Nkodia, avait fait tomber les masques. En effet, au cours de l'examen, mardi 14 juin, du projet de loi d'habilitation pour permettre au gouvernement de légiférer pendant la période des vacances parlementaires, Mboso n'a pas mâché ses mots en annonçant la suspension de la ratification des accords avec l'Ouganda. Mboso justifie cette prise de décision par notamment la trahison de Kinshasa par Kampala, en travers un pacte que le fils de Museveni a signé avec le Rwanda.

« Avant même que ceci nous arrive, avant que ces troupes (M23) fassent ce qu'ils ont fait, nous avons dit à la suite du pacte que le fils de Museveni a signé avec le Rwanda, nous ne laissons pas passer cet accord. Il nous a montré qu'il avait signé son pacte, il vient de nous trahir. Nous avons dit, nous n'acceptons pas », avait insisté Mboso devant les députés nationaux.

Cette démarche était soutenue par le ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula. « Nous nous sommes entretenus avec lui. D'ailleurs, il est d'accord avec nous », avait-il précisé.

Serge Sindani/politico.cd

RDC - «M23»**La ministre belge des affaires étrangères met davantage pression sur le Rwanda**

Hadja Lahbib, Ministre fédérale belge des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales a appelé



lundi « le Rwanda à contribuer à la désescalade et utiliser tous les moyens à sa disposition pour persuader le M23 de cesser immédiatement les combats, de se retirer des zones conquises et de se réengager dans un processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration communautaire ». Elle l'a dit lors de son entretien téléphonique avec son homologue rwandais Vincent Biruta.

« Les populations civiles ont été fortement touchées par les combats de ces derniers jours et les déplacés sont nombreux », a-t-elle ajouté.

La Belgique, a-t-elle, rappelé l'importance de l'accès humanitaire aux populations touchées, le respect du Droit international humanitaire et exprime son soutien aux efforts indispensables de la MONUSCO pour protéger les civils.

La Belgique condamne égale-

Nord-Kivu**La guerre oblige : non aux conflits intercommunautaires**

La population du Nord-Kivu, qui manifeste depuis deux jours contre l'agression de la RDC, a été invitée à rester soudée derrière les forces de défense et de sécurité, au regard de la situation sécuritaire préoccupante actuelle. «Au regard de la situation sécuritaire actuelle très préoccupante, le gouverneur militaire de la province du Nord-Kivu demande à la population la vigilance tous azimuts, de se serrer les coudes, de garder le calme et de rester soudée derrière les forces de défense et de sécurité », a déclaré le gouverneur militaire du Nord-Kivu, Constant Ndima, dans un message lu par son porte-parole, le général major Sylvain

population à « éviter des conflits intercommunautaires inutiles qui ne profiteraient qu'à l'ennemi », avant d'« inviter la société civile et les mouvements citoyens à s'abstenir d'organiser des manifestations populaires susceptibles de favoriser l'infiltration de l'ennemi ». « C'est dans ce contexte que des opérations militaires et des patrouilles conjointes seront organisées avec la Monusco pour atteindre cet objectif », explique ce message demandant, enfin, à la population d'éviter de se constituer en « obstacle aux actions mises en place pour défendre l'intégrité menacée du territoire national et assurer la protection des populations et de leurs biens ». Depuis deux jours, la



Ekenge. «C'est dans l'unité que nous devons faire face à l'agression dont notre pays est victime », souligne le message.

Le Chef de l'exécutif provincial a invité, dans le même ordre d'idée, la

population de la ville de Goma organise une série de manifestations pour soutenir les FARDC et dénoncer l'agression de la RDC par le Rwanda, à travers le mouvement terroriste du M23.

Facilités d'investissement

Sama Lukonde fait la propagande du Guichet Unique Intégral du Commerce Extérieur



Le Premier Ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, a procédé, lundi 31 octobre 2022 à Béatrice Hôtel de Kinshasa, au lancement officiel de la campagne de sensibilisation du Guichet Unique Intégral du Commerce Extérieur

(GUICE). Une occasion pour le chef du Gouvernement de la République d'appeler tous les acteurs à soutenir le GUICE pour ainsi optimiser les recettes publiques en RDC.

En présence des honorables députés et sénateurs, le Ministre d'État en charge du Budget, le Ministre du Commerce Extérieur, le Ministre des Transports et Voies de Communication, la Ministre de la Culture, Arts et Patrimoine, le vice Ministre du Budget, les membres de l'administration publique ainsi que plusieurs autres invités, le Premier Ministre Sama Lukonde a rappelé que le Guichet unique intégral du Commerce

Extérieur qui a été institué par le décret numéro 15/019 du 14 Octobre 2015 fait suite aux réformes gouvernementales dont l'objectif est de rationaliser les opérations de pré-dédouanement, de dédouanement et de post-dédouanement en ce qui concerne le Commerce Extérieur. C'est pour répondre aux faiblesses de l'outil informatique, à la multiplicité des procédures intervenant, et de prélèvement afin notamment d'atteindre une plus grande transparence dans le système.

Pour le Chef du Gouvernement, la réforme du GUICE doit principalement permettre la facilitation des échanges commerciaux et la simplification des procédures de dédoublement en vue, premièrement, d'assainir les climats des affaires et des investissements, deuxièmement de faciliter le Commerce Extérieur par une amélioration des procédures de tous les intervenants afin de stimuler la croissance économique et enfin troisièmement, pour maximiser la mobilisation des recettes.

Le Premier Ministre a, en outre, indiqué que depuis le lancement de cette réforme, plus particulièrement dès son ac-

cession à la tête du Gouvernement, lui et son équipe ont pris l'engagement de s'impliquer pour sa réussite, afin de soutenir la vision du Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo à qui il rendu des hommages les plus déférents, car il tient, selon lui, à améliorer le climat des affaires au Congo Kinshasa.

Pour le chef du Gouvernement, «bon nombre d'acteurs étatiques et privés s'interrogent encore sur les enjeux de cette réforme et sur son impact réel sur l'amélioration des services rendus aux usagers, cela explique quelques résistances et autres hésitations dans sa mise en œuvre. Sama Lukonde a renseigné qu'il y a, à ce jour, des avancées significatives sur le plan réglementaire. Cette réforme nécessite l'implication de tous pour optimiser les recettes.

Notons que le comité de pilotage du GUICE est composé du Ministre d'État en charge du Budget, du Ministre du Commerce extérieur et du Ministre des Transports et Voies de Communication.

Cell com/Primature

Port en eaux profondes de Banana : 1,5 milliard USD de coût

Le coût des travaux de construction du port en eaux profondes de Banana, dans le Kongo



Central, qui vont débiter au mois de janvier 2023, s'élève à près de 1,5 milliard USD, soit 340 millions USD provenant de l'Etat congolais, représentant 34% d'actions, a annoncé au siège du Conseil économique et social (CES) à Kinshasa, le directeur de cabinet adjoint du Chef de l'Etat en charge des questions économiques et financières, André Wameso.

Selon lui, le Président de la République tient au port en eaux profondes de Banana dont les travaux vont durer entre 18 à 24 mois, parce qu'il le considère comme le cœur du système économique de la RDC une fois réalisé. Il a rassuré à cette occasion, que toutes des questions en rapport avec la construction de ce port ont été réglées dans l'étude de faisabilité, notamment le coût, la durée, le développement des compétences avec les autochtones ainsi que la protection de l'environnement dont la Mangrove..

Par ailleurs, il a souligné la nécessité de réhabiliter les autres ports existants dans différentes provinces du pays ainsi que le chemin de fer, avant de réaffirmer que la construction du port en eaux profondes est le pou-

mon du système économique congolais.

En outre, a-t-il fait savoir, l'investisseur devra gérer

l'ouvrage durant 30 ans, afin de récupérer son investissement, alors que le pays dispose de la possibilité de racheter ledit ouvrage avant la fin du contrat, tout en relevant que l'investisseur devra collaborer avec la Société commerciale des transports et des ports (SCTP) dans la gestion du port.

A cette même occasion, le président du Conseil économique et social, Jean-Pierre Kiwakana Kimayala, a annoncé la présentation prochaine d'un Avis sur le projet de développement de 145 territoires en RDC, afin de contribuer à la réussite de ce projet qui, selon lui, vise le bien-être de la population.

« Nous avons pris la décision de nous mettre au travail dès l'annonce par le Président de la République, du projet de développement de 145 territoires. C'est ainsi que, dans un bref délai, nous sommes arrivés à cet Avis dont la copie sera présentée en priorité au Chef de l'Etat », a-t-il annoncé. La séance académique est un exercice d'échanges organisé par le Conseil économique et social, pour avoir des éclaircissements dans un domaine quelconque de la vie nationale.

ACP

Marché international

Les prix de la tonne de cuivre et de zinc en hausse

Les prix du cuivre et du zinc connaissent une hausse sur le marché international, au cours de la période du 31 octobre au 05 novembre 2022, en se négociant respectivement à 7.617,25 USD contre 7.603,15 USD la tonne et 2.967,95 USD contre 2.915,10 USD la tonne précédemment, indique la Commission nationale des mercuriales des prix du ministère du Commerce extérieur, dans un communiqué reçu lundi à l'ACP.

Les prix de l'étain, de l'or et du tantale par contre sont en baisse, au cours de la même période sur le marché international, en se négociant respectivement à 19, 119,00 USD contre 20.094,00 USD la tonne ; 53,38 USD contre 54,07 USD le gramme et 370,00 USD contre 379,60 USD le kilogramme.

Cependant, les prix du cobalt et d'argent sont restés stables sur le marché international, en se négociant respectivement à 51.260,00 USD la tonne et 0,62 USD le gramme.

Quelques produits agricoles en hausse

Par ailleurs, la Commission nationale des mercuriales des prix du ministère du Commerce extérieur, annonce également que les prix de quelques produits agricoles et menus forestiers sont en hausse, au cours de la période du 31 octobre au 05 novembre, sur le marché international, à savoir, les écorces de quinquina, la poudre de totaquina, le sel de quinine et la rauwolfia.



Ces produits se négocient respectivement à 2,02 USD contre 1,99 USD le kilogramme ; 59,40 USD contre 58,20 USD le kilogramme ; 100,98 USD contre 98,94 USD le kilogramme et 1,68 USD contre 1,65 USD le kilogramme.

Toutefois, le café robusta, le café arabica et la papaine connaissent une baisse au cours de la période sous examen, en se négociant respectivement à 1,92 USD contre 2,04 USD le kilogramme ; 3,26 USD contre 3,53 USD le kilogramme et 17,4 USD contre 17,05 USD le kilogramme.

Par contre, le cacao et le caoutchouc restent stables sur le marché international, au cours de la même période, en se négociant respectivement à 1,33 USD le kilogramme et 0,65 USD le kilogramme.

Dans l'opinion congolaise, l'embellie des prix produits miniers cités ci-dessus, est une bonne nouvelle pour l'économie nationale, d'autant plus que le secteur minier contribue pour une large part au budget national, à l'instar des produits pétroliers et de la télécommunication.

Maniema

Kindu : lancement des travaux de réhabilitation des routes

Le gouverneur intérimaire du Maniema, Afanidrisa, a lancé lundi 31 octobre à Kindu les travaux de trois projets routiers dans la commune d'Alunguli, évalués à 2,5 millions USD.



Ces projets concernent les travaux des routes d'extrême urgence, dont les axes Kindu-Kasongo, Kasongo-Wamaza, Wamaza-Salamabila-Penemende, Kindu-Kalima-Lubile et la construction du pont Mulowe, à la limite avec la province de Lomami.

Ces travaux seront exécutés par l'Office des routes sur financement de Fonds national d'entretien routier (FONER).

"Primo, le projet Kindu-Kasongo financé à hauteur de 739 834 dollars. Avec ce fonds, il y aura l'exécution des travaux sur un linéaire de 150 km, soit du PK 0 au PK160", a expliqué le directeur provincial de l'Office des rou-

tes, Mangi Dikiese.

Il a cité également le projet de réhabilitation de la route Kindu-Kalima-Lubile, financé à hauteur de 320 435 dollars.

«Avec ce fonds, il y aura l'exécution des travaux sur un linéaire de 65 km du PK 75 au PK 248», selon lui.

«Troisième projet, c'est le projet de construction du pont Mulowe financé à hauteur de 176 569 dollars. Ce pont est situé au PK 116 km de Kasongo sur la RN2: Kasongo-Samba-Mulowe à la limite avec la province de Lomami et mesure 15 mètres linéaire de portée. Il sera construit sur ce site un pont définitif en béton armé lequel va supporter une charge maximum de 40 tonnes», a poursuivi Théophile Mangi Dikiese.

Le gouverneur intérimaire du Maniema a aussi invité la population à la vigilance et exercer le contrôle citoyen pour éviter les vols des carburants et autres lubrifiants.

Nord-Ubangi

Tension entre les enseignants et le comité de gestion de l'ISP/Molegbe

Le comité de gestion et le collectif des enseignants de l'Institut supérieur pédagogique (ISP) / Molegbe, territoire situé à 15 km de Gbadolite (Nord-Ubangi) sont à couteaux tirés depuis un mois.



Le collectif a écrit au ministre de l'ESU en vue de dénoncer la mauvaise gouvernance, dont l'insertion des vingt-cinq agents fictifs sur les listes de paie et plusieurs autres détournements de fonds.

Conséquence : le président et le secrétaire du collectif des enseignants

ont été suspendus samedi 20 octobre par la directrice générale de l'ISP/Molegbe, Justine Azongo.

Selon le président du collectif, Pascal Sao, une délégation du gouvernement provincial, dépêchée pour s'enquérir de la situation, a rencontré une fin de non-recevoir.

Contactée par Radio Okapi, Justine Azongo précise que la suspension concerne seulement Pascal Sao. Car, a-t-elle précisé, "c'est cet enseignant qui sème le désordre dans son établissement".

Kinshasa

La METTELSAT annonce de fortes pluies ces jours

La ville de Kinshasa pourra, une fois de plus, faire face aux pluies diluviennes, selon les prévisions du service des provisions de l'Agence nationale de météorologie et de télédétection par satellite (METTELSAT).



Le responsable de ce service, Augustin Talisabo, a, sur les ondes de la Radio Okapi, expliqué :

« Nous sommes pendant la saison des pluies. Et nous l'avons annoncé : nous aurons de fortes pluies, qui pourront même entraîner des inondations dans certains quartiers de la ville ».

De son avis, la forte chaleur observée ces derniers jours est à l'origine de ces

nécessaires pour se protéger contre cette série d'averses.

En début de semaine dernière, la ville de Kinshasa a durement été touchée par les pluies qui se sont abattues sur la capitale. De nombreuses zones ont systématiquement pris l'eau (inondations), des têtes d'érosion ont progressé et des dégâts matériels ont été déplorés.

Avec avril, le mois de novembre est réputé comme le plus pluvieux à Kinshasa.

Rutshuru

Plus de 90.000 personnes ont abandonné leurs ménages

Du 20 au 31 octobre 2022, l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) a recensé 90.894 personnes qui ont abandonné leurs ménages dans le territoire de



sont des hommes.

L'OIM ajoute que ces déplacés sont confrontés, entre autres, aux problèmes de sécurité alimentaire, manque d'abris, matériaux de sur-

vie et d'eau, d'assainissement et d'hygiène.

L'OIM alerte également que les communautés d'accueil de ces déplacés font face, à leur tour, à une « détérioration progressive de leurs conditions de vie car elles sont les premières à partager leurs ressources avant l'intervention de l'Etat et des partenaires humanitaires ».

L'Organisation signale enfin que le nombre déplacés dans la région pourrait sensiblement augmenté dans les prochains jours au cas où les affrontements ne prennent pas fin. Ceci « augmentera la pression sur des ressources et des infrastructures déjà limitées ».

Toujours d'après la même source, ces déplacés sont issus de 16.319 ménages. 54.653 sont des femmes et 36.241

« Selon cette organisation internationale, « la majorité des personnes déplacées se trouvent sur l'axe Nord Kiwanja - Kanyabayonga et dans ses environs ».

D'autres personnes se sont réfugiées en Ouganda en passant par la frontière de Bunagana et un autre groupe a pris la direction du territoire de Nyiragongo et de la ville de Goma, précise cette organisation internationale.

Bienfait Luganywa/7/7.cd

Kasaï Central

Un lot de 80 maisons remis aux déplacés internes du conflit Kamwina Nsapu à Kananga

Un lot de 80 maisons, construites et équipées pour les déplacés internes du conflit coutumier de Kamwina Nsapu, a été remis le week-end aux bénéficiaires.



coué la région du Kasaï entre 2016 et 2018.

L'UNHCR, dans le cadre du même projet, prévoit en plus la création des unités de production, la formation profes-

sionnelle, l'encadrement et aussi l'organisation des activités génératrices des revenus.

Le vice-gouverneur du Kasaï Central, qui a réceptionné le week-end ces logements, a remercié les partenaires pour cet acte qui, selon ses propos, vient régler tant soit peu le problème d'habitations des compatriotes retournés d'Angola.

Bernard Padikuba/infos.cd

Kasaï-Oriental

Le ministre provincial des mines révoqué

Le gouverneur de la province du Kasaï-Oriental, Patrick Mathias Kabeya, a révoqué samedi 29 octobre le ministre provincial des mines, Edouard Mukendi.



Le communiqué annonçant cette révocation ne mentionne pas cependant les griefs portés à sa charge.

Cette situation laisse place aux supputations. Certains observateurs lient cette décision au fait qu'Edouard Mukendi a autorisé, sans qualité, la sortie de la province de près de 15 tonnes de cuivre pour la vente à Lubumbashi, selon un document qui circule depuis la semaine dernière sur les réseaux sociaux dont le ministre révoqué serait signataire.

D'autres, par contre, parlent de manque de loyauté envers son chef direct, le gouverneur de province.

Contacté par Radio Okapi, le ministre provincial des mines s'est réservé de tout commentaire.

Des sources proches des services de sécurité indiquent qu'un véhicule transportant 15 tonnes de cuivre en provenance de Kabeya Kamwanga a été intercepté à l'entrée de la ville, puis conduit à l'Agence nationale des renseignements (ANR).

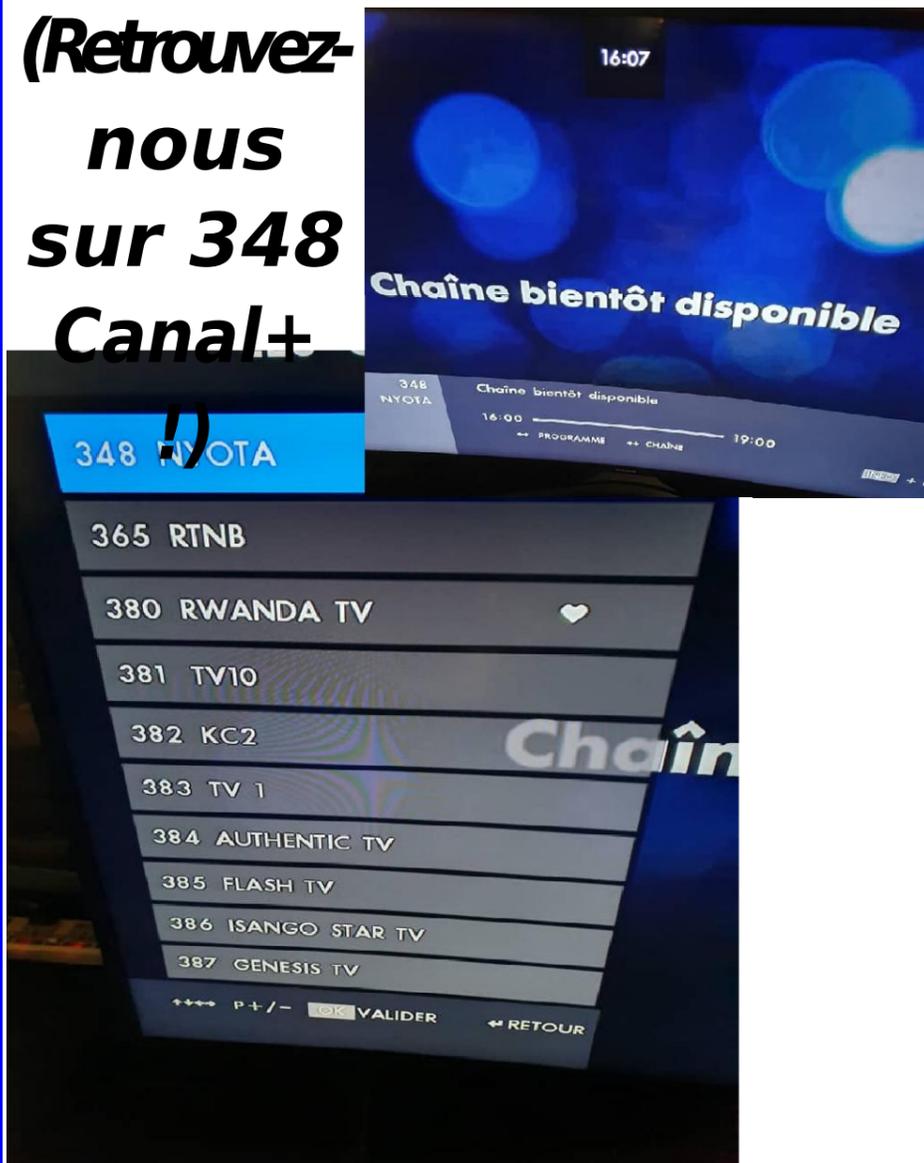
Le ministre dépêché pour statuer sur ce dossier aux cotés de l'ANR, selon les mêmes sources, « n'a pas fait preuve de loyauté ».

Arrêt sur image



Nyota TV sur Canal+

(Retrouvez-nous sur 348 Canal+)



Enfin, Karega fait ses valises

Les dernières attaques des armées rwandaise et ougandaise auront été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Kinshasa annonce des mesures extrêmes contre Kigali. Expatriation de l'ambassadeur Vincent Karega et bien d'autres mesures de restriction aux frontières des deux pays.



Les décisions du Conseil supérieur de la Défense de la République démocratique du Congo sont des plus sévères. L'intensification des combats des Forces de défense du Rwanda (RDF) et de l'Armée de défense du peuple ougandais (UPDF) aux côtés des rebelles terroristes du M23 contre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) constitue la ligne rouge franchie par les agresseurs. Félix Tshisekedi a convoqué samedi soir la réunion du Conseil supérieur de la défense pour arrêter d'importantes décisions.

D'après Patrick Muyaya

Katembwe, le ministre de la Communication et médias et porte-parole du gouvernement, le Conseil a décidé notamment **«d'expulser dans les 48 heures suivant sa notification, Monsieur Vincent Karega, ambassadeur plénipotentiaire du Rwanda en poste en République démocratique du Congo»**. Et ce, en raison d'une part, de la persistance de son pays à agresser la RDC et à appuyer le mouvement terroriste M23 qu'il instrumentalise à cette fin et d'autre part, **«du mépris tinté d'arrogance des autorités rwandaises vis-à-vis tant du processus de Nairobi et de**

Luanda que des recommandations de la communauté internationale, plus précisément des Nations unies, de l'Union africaine, de la communauté des États de l'Afrique de l'est, de la SADC et des partenaires multilatéraux», a stigmatisé le porte-parole du gouvernement.

Muyaya rapporte en outre que le Conseil supérieur de la défense **«exige unanimement la cessation des activités terroristes du M23 et de tout appui extérieur»** et surtout **«son retrait sans délai, ni condition des localités congolaises occupées»**.

Kinshasa pourrait aller jusqu'à la fermeture des frontières

Kinshasa décide d'envoyer en toute urgence une mission humanitaire pour porter assistance aux populations déplacées à la suite de ces événements. Le porte-parole du gouvernement précise que le Conseil supérieur de la défense demande au gouvernement Sama Lukonde Kyege de **«prendre des nouvelles mesures supplémentaires de restriction d'accès au territoire congolais à l'encontre du Rwanda»** et d'accroître la force de frappe des forces armées et de sécurité du pays.

À l'issue de cette réunion de haut niveau, Kinshasa a réaffirmé sa volonté de **«rester engagée**

dans le processus de paix de Nairobi et de Luanda en vue de restaurer durablement la paix, la sécurité et la stabilité dans la région des Grands lacs». En ce moment particulier où l'unité nationale est menacée, le Conseil supérieur de la défense a **«félicité les forces de défense et de sécurité de la République démocratique du Congo pour leur bravoure et détermination à défendre l'intégrité territoriale de notre pays, à protéger les populations ainsi que les institutions de la République»**, a mentionné le ministre.

Un rapport non-publié de l'ONU pointait une implication du Rwanda auprès du M23 et, cette semaine, un ambassadeur américain aux Nations unies a clairement évoqué **«l'aide apportée par les Forces de défense rwandaises au M23»**. Le Rwanda dément et accuse en retour la RDC – qui nie elle aussi – de collusion avec les FDLR (**Forces démocratiques de libération du Rwanda**), un mouvement de rebelles hutu rwandais dont certains impliqués dans le génocide des Tutsi en 1994 au Rwanda. Plusieurs initiatives diplomatiques ont été lancées pour tenter de surmonter la crise, sans succès jusqu'à présent.

Ouragan.cd

Le Rwanda " regrette " l'expulsion de son ambassadeur en RDC

Le Rwanda a **«noté avec regret»** dimanche la décision de la République démocratique du Congo (RDC) d'expulser son ambassadeur à Kinshasa, Vincent Karega sur fond de tensions accrues entre les deux pays. **«Il est regrettable que le gouvernement de RDC continue de faire porter au Rwanda la responsabilité de ses propres échecs de gouvernance et de sécurité»**, a affirmé un communiqué des autorités rwandaises, en ajoutant que les forces de sécurité rwandaises à la frontière avec la RDC avaient été placées en état d'alerte.

Kinshasa a annoncé samedi l'expulsion de l'ambassadeur du Rwanda en RD Congo, alors que s'intensifient dans l'est de la RDC les combats contre la rébellion du M23 (Mouvement du 23 mars), que Kinshasa accuse le Rwanda de soutenir.

Cette décision est intervenue à l'issue d'une réunion du Conseil supérieur de Défense de RDC, prési-



dée par le président congolais Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui a fait état d'«une arrivée massive d'éléments de l'armée rwandaise» pour appuyer le M23 «en vue d'une offensive générale contre les positions des forces armées» congolaises.

Par conséquent, a ajouté le porte-parole du gouvernement congolais Patrick Muyaya, «le Conseil supérieur de défense demande au gouvernement d'expulser dans les 48 heures M. Vincent Karega»,

ambassadeur du Rwanda en RDC, du fait notamment «de la persistance de son pays à agresser la RDC».

Le regain de tension dans l'est de la RDC a également conduit la mission de l'ONU en RDC (Monusco) à «relever le niveau d'alerte» de ses troupes en soutien aux forces armées congolaises dans leurs opérations contre le M23.

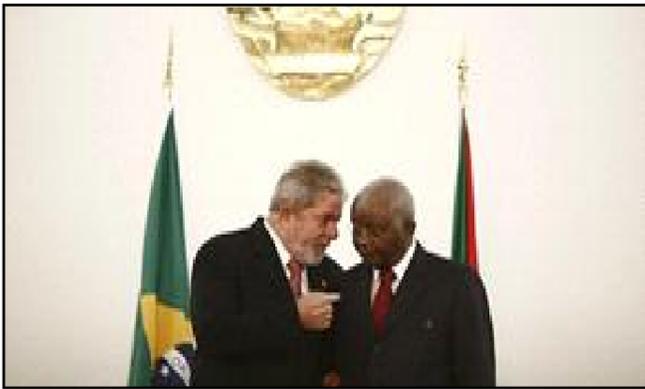
Dans son communiqué le service de communication du gouvernement rwandais ajouté que les for-

ces de sécurité rwandaises à la frontière avec la RDC «restent en alerte», alors que «nous (les autorités rwandaises) continuons à surveiller l'escalade congolaise».

Kigali dénonce encore la «collusion continue» entre les forces armées congolaises et les FDLR (les Forces démocratiques de Libération du Rwanda), un mouvement de rebelles hutu rwandais, dont certains impliqués dans le génocide des Tutsi en 1994 au Rwanda) et leurs tentatives de cibler la zone frontalière avec des armes lourdes, ainsi que la rhétorique belliqueuse anti-Rwanda diffusée par les responsables congolais.

«Le Rwanda reste déterminé à contribuer à une solution de sécurité régionale durable et pacifique dans les cadres régionaux convenus, notamment la Feuille de route de Luanda et le processus de Nairobi (initié par la présidence kényane pour un dialogue entre Kinshasa et les nombreux groupes armés sévissant dans l'est), conclut le communiqué.

Lalibre.be

Brésil**La victoire de Lula, une bonne nouvelle pour l'Afrique?**

Brésil est tombé à son plus bas niveau. Le président sortant ne s'est pas déplacé une seule fois sur le continent, préférant traiter avec les pays du Nord. Lula, au contraire, avait ouvert 30 ambassades quand il était en poste entre 2003 et 2011. L'icône de la gauche avait visité 29 pays africains, et cela, sans se cantonner aux seuls pays lusophones : il s'était

Luiz Inacio Lula da Silva a remporté l'élection présidentielle brésilienne face au sortant Jair Bolsonaro. 12 ans après avoir quitté le pouvoir, son élection va permettre la reprise des liens avec l'Afrique, au plus bas sous Bolsonaro. Dans une tribune publiée dans le journal français *le Monde* vendredi, soit trois jours avant sa victoire, Lula a déclaré que la priorité de son gouvernement sera de « rétablir la relation avec le continent africain », notamment sur l'écologie.

Jair Bolsonaro n'a pas encore reconnu sa défaite, mais Lula a déjà été félicité par plusieurs de ses homologues du continent africain, notamment Macky Sall au Sénégal, Cyril Ramaphosa en Afrique du Sud ou encore Umaro Sissoco Embaló en Guinée-Bissau.

Avec le retour de Lula, les liens Brésil-Afrique devraient se réchauffer alors qu'ils étaient devenus quasi inexistantes sous Jair Bolsonaro. Sur le plan économique d'abord, en 2019, soit un an après son arrivée au pouvoir du président d'extrême-droite, le commerce entre l'Afrique et le

rendu en Algérie, au Bénin et au Ghana, notamment.

Pour les quatre ans à venir, les observateurs anticipent le retour d'entreprises brésiliennes en Afrique, une coopération sur la question environnementale ou encore sur les enjeux sanitaires.

« La RDC comme partenaire possible »

La réponse à l'urgence climatique est l'une des promesses de campagne de Lula da Silva. Une bonne nouvelle pour l'Afrique, l'un des continents les plus durement touchés par le réchauffement climatique. Il devrait permettre à plusieurs responsables africains de coopérer avec le Brésil. C'est ce qu'explique Gaspard Estrada, chercheur spécialiste de l'Amérique latine et directeur exécutif de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes de Sciences Po.

Tchad**Plus de 2.000 arrestations au cours des manifestations**

Plus de 2.000 personnes ont été détenues pendant et après les manifestations violemment réprimées au Tchad qui ont fait plusieurs dizaines de morts à travers le pays le 20 octobre, selon l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT).

Environ 1.000 personnes ont été arrêtées et placées en détention dans divers lieux de la capitale N'Djamena, a indiqué à l'AFP Isidore Collins Ngueuleu Djeuga, conseiller principal en droits humains pour l'Afrique à l'OMCT.

L'ONG estime qu'environ 1.100 autres ont été placées en détention à la prison de Moussoro, à 300 km de N'Djamena, et dans la prison de haute sécurité de Koro Toro, en plein désert. D'après l'OMCT, des représentants des autorités judiciaires doivent se rendre cette semaine à Koro Toro pour leur notifier les charges.

L'ONG demande la libération de toutes les personnes détenues ou, au moins, qu'elles bénéficient de procès équitables, et elle souhaite que la sécurité des avocats soit garantie pendant la traversée du désert.

Les manifestations ont fait « une cinquantaine » de morts et « plus de 300 » blessés, selon le Premier ministre Saleh Kebzabo. Les manifestants contestaient la récente extension de la période de transition politique et le maintien de Mahamat Idriss Déby Itno à la tête de l'Etat. Un couvre-feu a été décrété depuis dans plusieurs villes.

De passage à Genève pour assister cette semaine à une réunion du Comité



contre la torture de l'ONU sur le Tchad, deux militants tchadiens, représentant les deux principales organisations des droits humains du pays, ont fait part à l'AFP de leurs vives inquiétudes et réclamé une mobilisation plus forte de la communauté internationale.

« Pendant le couvre-feu, ils vont chez les gens et les arrêtent. Cela se poursuit. Les gens sont enlevés dans la nuit. Ils sont acheminés à Koro Toro, le 'Guantanamo tchadien', a déclaré Mahamat Boukar Adoum, président par intérim de la Ligue tchadienne des droits de l'homme (LTDH). Les personnes sont sans contact de leur famille, de leurs avocats. Il n'y a pas de liste (officielle) des personnes détenues. C'est la confusion totale », a-t-il dit.

Agnès Ildjima Lokiam, présidente de l'Association tchadienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme (ATPDH), a réclamé la mise en place de sanctions internationales contre les responsables. « Nous exigeons une enquête indépendante, impartiale et internationale », a-t-elle dit, en indiquant que « les leaders des partis politiques et des associations sont entrés en clandestinité » car ils craignent pour leur vie.

L'OMCT estime que la répression des manifestations a été celle « de trop », et craint que « quelque chose de très violent va se mettre en place » dans le pays, a indiqué Isidore Collins Ngueuleu Djeuga.

Libye**L'italien ENI et l'anglais BP signent un accord dans le gaz**

Déjà l'un des premiers producteurs de pétrole en Afrique, la Libye entend devenir un important fournisseur de gaz. La NOC, compagnie pétrogazière libyenne, vient d'annoncer vouloir commencer à exploiter ses champs gaziers en mer Méditerranée avec l'italien ENI et l'anglais BP. La Libye dit avoir des champs gaziers comparables, voire supérieurs, à ceux de l'Égypte.

Au large des côtes libyennes dorment d'immenses réserves de gaz. Selon Farhat Bengdara, le patron de la Noc, compagnie libyenne d'hydrocarbures, il y en aurait pour plusieurs dizaines de milliards de mètres cubes.

Un consortium formé par l'anglais BP et l'italien Eni va commencer à forer le plateau maritime. Et dès avant la fin de l'année,

la Noc espère conclure avec ses partenaires un accord d'investissement.

Eni qui exploite déjà depuis 15 ans des champs gaziers, dans l'ouest du pays, serait prête, selon la Libye, à investir 8 milliards de dollars. Partenaire stratégique de la Libye depuis 1959, l'italienne est l'une des compagnies

les plus dynamiques actuellement dans le domaine gazier.

Client de la Russie avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, elle cherche aujourd'hui à diversifier ses approvisionnements. Elle a passé des accords avec l'Algérie, l'Égypte où elle exploite l'immense champ gazier off-shore de Zohr, mais aussi avec des pays comme l'Angola et le Congo. Elle est aussi impliquée dans la production de GNL, le gaz liquéfié, au Mozambique.

Quant à la Libye, son industrie pétrogazière retrouve peu à peu des couleurs. Elle devrait lui rapporter, cette année, 35 milliards de dollars, un record depuis 2013.

Centrafrique**Trois membres d'un groupe armé condamnés pour "crimes contre l'humanité"**

À Bangui, en République centrafricaine, la Cour pénale spéciale (CPS), a rendu ce lundi son premier verdict. Cette juridiction, opérationnelle depuis 2018 et habilitée à juger des crimes commis depuis 2003, a donc condamné trois membres du groupe armé 3R qui étaient accusés du massacre en 2019 de 46 civils dans des villages du nord-ouest du pays.

C'est dans leurs tenues orange de détenus qu'Issa Sallet Adoum, Ousman Yaouba et Tahir Mahamat se sont présentés devant la cour. Reconnus coupables de « meurtres », « d'actes inhumains » et de « traitements humiliants et dégradants », ils ont été condamnés à la prison à perpétuité pour le premier, les deux autres accusés à des peines de 20 ans de prison. La cour a ainsi quasiment suivi les réquisitions du parquet.

Issa Sallet Adoum, a également été condamné en sa « qualité de chef militaire » pour des « viols commis par ses subordonnés ».

Les trois hommes, combattants du groupe 3R (Retour, réclamation et réhabilitation) étaient jugés pour des attaques menées le 21 mai 2019 dans les villages de Koundjili et Lemouna dans le nord-ouest de la République centrafricaine.

Ce jour-là, au moins 46 civils ont été ligotés, maltraités puis exécutés et leurs villages pillés. Des attaques perpétrées trois mois après la signature d'un accord de paix par 14 groupes armés, dont le groupe 3R.

«Un triomphe de la justice»

Ce verdict, très attendu, est donc le premier prononcé par la CPS, la cour pénale spéciale mise en place par les autorités en 2018. Et il s'agit d'un verdict « exemplaire », estime Me Manguerika André Olivier, avocat des familles des victimes : « Cette



décision de la chambre d'Assises me satisfait. Ce procès doit donner à réfléchir à tous les criminels qui commettent des exactions. Il faut les poursuivre et les traduire en justice devant la CPS, car ils ont commis de graves crimes ».

Du côté de la défense, Me Donatien Koy, avocat du principal accusé, Issa Sallet Adoum, estime que la Cour pénale spéciale n'a pas pris en compte les arguments exposés et compte interjeter appel : « Nous avons fait état de plusieurs éléments de droit, ils ont repris à la lettre de réquisitoire du Parquet spécial, d'où notre volonté de pouvoir interjeter appel à la décision. » Les avocats de la défense ont trois jours pour le faire.

Une audience est prévue le 4 novembre pour évoquer d'éventuelles demandes de réparations financières. De son côté, le ministre centrafricain de la Justice Arnaud Djoubaye Abazène a salué « un triomphe de la justice ».

Ce verdict a également été salué par l'observatoire centrafricain des droits de l'homme. « Nous disons bravo à la CPS pour ce verdict. La lutte ne fait que commencer », a-t-il réagi.

« Ça ne peut que nous donner plus de force. C'est un signal fort pour tous les autres auteurs présumés et nous espérons que la CPS puisse continuer dans ce sens et que les autres soient mis aux arrêts et condamnés. Ce sera justice. C'est un soulagement pour nous, défenseurs des droits de l'homme, et pour les victimes. »

Ferre Gola en concert le 5 novembre à Abidjan



Le chanteur, Hervé Gola Botaringe, alias Ferre Gola se produit en concert le 5 novembre 2022, à 21 heures à Sofitel Hôtel Ivoire à Abidjan, en Côte d'Ivoire dans le cadre des festivités de fin d'année. A l'occasion, Ferre Gola va commémorer avec son public ivoirien, une année après sa prestation dans la même salle. L'artiste va présenter un extrait de son nouvel album « *Dynastie* », dans lequel il a réalisé un featuring avec la chanteuse Ivoirienne Josey. Le titre s'intitule « *Toc Toc* ». Après Abidjan, le Padre rentre à Kinshasa le 10 novembre pour jouer le 12 novembre à l'Hôtel Rotona.

Sur la toile, Ferre Gola est présent depuis septembre avec deux clips. Il s'agit des chansons « *Carte Rose* » et « *Liberté* », cette dernière a été inspirée par Jésus de nuance à la suite de son calvaire lors de son incarcération en France et en reconnais-

sance du soutien de ces fans.

L'ancien de Wenge Musica Maison mère avait été marqué par cette vague de solidarité caractérisée par des messages de réconfort venant de partout. Les mélomanes et ses collègues artistes ne l'ont pas abandonné pendant

cette période sombre – plus de 2 mois à Fleury-Merogis à l'Hexagone. Par contre, « *Le Padre* » a été estomaqué par le degré de cruauté de ses détracteurs. Ainsi, il célèbre, à sa manière, sa liberté dans cette chanson de 6 minutes teintée du style rumba. « *La terre est devenue trop petite suite à la méchanceté des hommes* », a constaté le chanteur dans un extrait de ce morceau que l'on peut écouter tout au début.

Ferre Gola avait été arrêté le 3 juin 2022 suite à une convocation de la justice française pour violence sur un membre de sa famille. Il n'avait pas pu répondre à l'invitation de la justice suite aux restrictions liées à la pandémie du Covid-19, avant de bénéficier d'une mise en liberté conditionnelle le 8 août dernier.

Saint Hervé M'Buy/
ouragan.cd

Concert de Fally Ipupa

Le flou persiste sur les incidents qui ont valu 11 morts



11 morts, dont deux policiers à l'occasion du concert de Fally samedi soir 29 octobre à Kinshasa, c'est le bilan officiel des débordements qui auraient eu lieu dans et autour du stade des Martyrs. Mais deux jours après les incidents, le flou persiste sur les circonstances, les responsabilités et le nombre même de ces décès.

Dès dimanche matin, le vice-ministre de l'Intérieur reconnaissait que 2 des 11 victimes étaient des policiers, dont un s'était blessé avec son arme. Daniel Asselo n'en incriminait pas moins l'organisateur du concert : il est activement recherché et « il doit être puni » parce qu'« il est allé au-delà de la capacité du stade », disait-il.

Aujourd'hui, le manager de Fally, co-producteur et donc co-organisateur du spectacle avec l'artiste, affirme que ni les techniciens ni les équipes médicales n'ont constaté de bousculade dans le stade, et qu'il cherche en vain depuis 48h à rencontrer les familles des victimes à Kinshasa.

« Nous avons vendu 80 000 places assises et 5000 debout », poursuit-il, sous-entendant que la sur-jauge n'est pas du fait des organisateurs.

Une enquête demandée

Comment la billetterie a-t-elle pu dysfonctionner ? Pourquoi une seule des huit portes était-elle ouverte ? Y a-t-il eu défaillance de la police et des autorités dans la sécurité aux abords du stade ? Au-delà des organisateurs de l'événement, l'organisation des droits de l'homme la Voix des sans voix pointe également la responsabilité des autorités de la ville de Kinshasa, premiers responsables de la sécurité des citoyens de la capitale de la RDC.

La Voix des sans voix exige aujourd'hui une enquête sur le rôle de chaque protagoniste de ce drame, dit son secrétaire exécutif, Rostin Manketa Nkwahata.

RFI

Clôture de la deuxième édition du festival Pianos de Kinshasa

La deuxième édition du festival Pianos de Kinshasa placée sous le thème « *Les notes manquantes* » s'est clôturée samedi par un concert du Pianiste Tyson Meya

et la remise des prix aux participants à l'Académie des beaux-arts (ABA) dans la commune de Lingwala à Kinshasa.

« *Ma prestation de ce soir a consisté à présenter mes propres compositions, quelques improvisations ainsi qu'un hommage à l'artiste musicien Papa Wemba dans l'une de ses compositions où l'on trouve le blues, genre musical d'où est parti l'idée du thème du festival* », a indiqué Tyson Meya.

Il a par ailleurs remercié les organisateurs pour le choix porté à sa personne avant de révéler que cette aventure lui a permis de découvrir en lui une autre facette artistique.

De son côté, le directeur artistique du festival Pianos de Kinshasa, David Shongo a rappelé que la mission de cette activité culturelle est de créer une rencontre musicale internationale. « Cette édition a été riche et accomplie », a-t-il dit. Cependant, a ajouté M. Shongo, « *il y a encore du travail à faire dans l'avenir, afin de soutenir et faire rayonner les Pianistes congolais en particulier* ».

Remise des prix aux pianistes

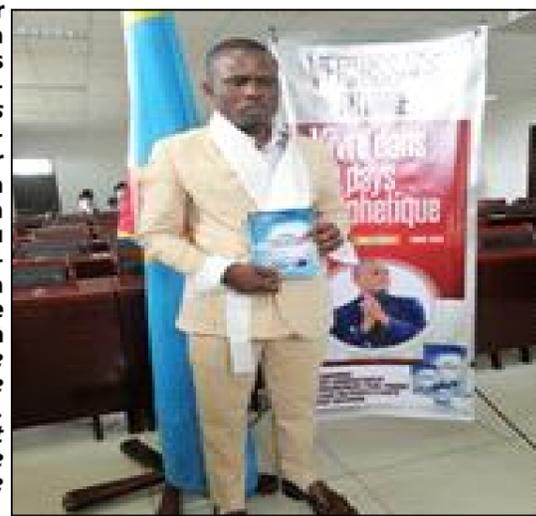
Littérature

Le livre " Vivre dans un pays prophétique" porté sur les fonts baptismaux

Le pasteur Nsimba Celestin a porté sur les fonts baptismaux le livre « *Vivre dans un pays prophétique* » de l'auteur Israël Ifia Izasuma, dans la salle Garamba du bâtiment territorial, situé dans la commune de Lingwala à Kinshasa. « *Le Congo est dans le plan de Dieu. Nous disons à tout le peuple que Dieu aime le Congo, voilà aujourd'hui nous confirmons qu'une porte s'est ouverte à travers cet ouvrage pour que nous puissions vivre le temps de l'accomplissement* », a déclaré le Pasteur Celestin.

Il a souligné que ce livre est une œuvre littéraire qui pose les bases pour la construction d'une société congolaise forte, au dépend de la perception de l'auteur après plusieurs études menées dans des nations dites actuellement fortes, avant d'ajouter qu'il s'agit d'un ouvrage qui constitue une recette infaillible.

L'auteur a également précisé que ce livre dont sa conception, son écriture et son élaboration ont pris presque six ans, présente de manière sommaire des situations qui peuvent faire l'objet d'interpellation de tous compatriotes.



Trois catégories des prix ont été décernés aux pianistes ayant pris part à cette édition, à savoir le prix meilleur pianiste au pianiste Dave Nations, le

prix du Jury aux pianistes Johan Vacher et Willy Ulumbo et le prix de la révélation aux pianistes Lisa kokwenda Schweiger et Bouton Likembe.

« Ces prix ont été décernés aux pianistes sur base de leur créativité et leur capacité de dialoguer avec le piano. Cependant, tous les pianistes ont été formidables au cours de cette édition du festival, nous tenons vivement à les remercier pour le travail abattu durant cette période de sacrifice », a déclaré l'administratrice de cette activité Julie Grimoud.

Elle a remercié tous les partenaires ainsi que le public kinoïse pour avoir adopté ce projet culturel, qui est de promouvoir le piano publiquement.

Organisée par l'Asbl Studio 1960, la deuxième édition du festival Pianos de Kinshasa, a connu 14 concerts et 4 jours d'atelier de renforcement des liens entre les pianistes et le public, rappelle-t-on.

ACP

M. Israël a indiqué que, cet ouvrage comporte trois chapitres, à savoir la grande vision de Dieu, l'idéal de la vie et deux types de l'homme, exprimant ainsi sa joie de réaliser cette première œuvre littéraire. « *Vivre dans un pays prophétique ne renvoie pas seulement aux habitants de Kinshasa. Le changement n'est peut-être*

réel qu'avec l'engagement et la détermination ainsi que l'aptitude de supporter la souffrance dans l'objectif de conquérir la terre comme fut le cas du peuple d'Israël lors de sa sortie en Égypte », a-t-il révélé.

M. Israël Ifia est Évangéliste et responsable de l'église « *les amis de l'époux* », initiateur de la structure « la repentance de Congolais » qui a vu le jour depuis 2018. Plusieurs serviteurs de Dieu ont pris part à cette cérémonie de baptême, notamment l'Apôtre Charles Niamba de l'église la providence, le Docteur Bony Elenga, Docteur Bertin Poteti, Aimé Ifondo et tant d'autres.

CAF C1

TP Mazembe VS Royal SC : les supporters se mobilisent.



C'est ce mercredi 02 novembre que le TP Mazembe reçoit les Sud-

africains de Royal. Un match de deuxième tour de barrages de la coupe de la

caf que les Corbeaux se doivent de bien négocier. Pour ce faire, la coordination a lancé une série de messages de sensibilisation des supporters depuis lundi 31 octobre.

Au-delà de la billetterie qui va ouvrir un peu tôt, les différentes couches des Badiangwena sont invitées à être nombreux au stade le mercredi.

Match test pour Pamphile Mihayo et son staff qui sont aux commandes depuis quelques jours seulement. Face à la presse le coach des Corbeaux est resté positif avant ce match de deuxième tour de barrages des éliminatoires de la coupe de la Caf.

CAF C1 Dames

Mazembe domine Wadi Degla : 1 - 0 !

Entrée réussie pour Mazembe en ligue des champions des dames. Les corbeaux ont dominé les égyptiennes de Wadi Degla : 1-0. C'est encore et toujours Merveille Kanjinga qui marqué l'unique but de la partie et de la victoire. Redoutablement efficaces, les filles du Football Club Féminin Tout Puissant Mazembe Englebert ont ainsi entamé avec brio leur première compétition continentale. Pour le premier match, comptant pour la première journée du Groupe B, les championnes du Congo ont pris le dessus sur le Wadi Degla de l'Égypte (0-1).



La première occasion sera de Mazembe au Grand Stade de Marrakech, Merveille Kanjinga sonne la révolte (7e minute) et inscrit ce qui sera le seul but de la partie. Son abnégation et celle de Kiteko font reculer Wadi lequel passe à quelques centimètres d'encaisser un second but. Heureusement pour les Égyptiennes, la barre transversale est là.

Les filles de Jeff Kapondo ont en fait lancé un signal fort pour leur première participation.

Linafoot D1

Sans briller, VClub fait plier l'AS Dauphin Noir

Le Stade des Martyrs a servi de cadre en ce dernier jour du mois d'octobre 2022 à l'empoignade entre l'As VClub et le Dauphin Noir de Goma en match comptant pour la poursuite du championnat national. Au terme de la rencontre, les hommes de Raoul Shungu l'ont emporté sur le score de 1-0.

Comme lors de leur premier match de la saison, les Moscovites de l'AS VClub ont dû faire sortir les biceps pour venir à bout des Gomatraciens



tactiquement en place. Les Verts et Noirs de Kinshasa semblaient pourtant avoir le contrôle du jeu dès l'entame du match, mais c'était sans compter sur une défense solide de Dauphin Noir. À la 46ème minute, le jeune Léopardélie Mpanzu, fraîche-

ment revenu de l'Algérie avec la sélection U23, réussissait à faire sauter le verrou en inscrivant l'unique but de la partie qui délivrait ainsi VClub du piège.

Bien que timidement, VClub assure son entrée en la matière avec désormais 6 points sur les 6 possibles alors que Dauphin Noir devra user de la patience pour retrouver le sourire après deux matchs sans victoire.

Hans Umba/footrdc

Mercato

Le portier Ley Matampi s'engage avec Bazano pour une saison



Libre depuis son départ de Football Club Saint Éloi Lupopo de Lubumbashi en juillet dernier, le gardien international congolais a signé un nouveau bail avec la Jeunesse sportive Lumpa Groupe Bazano de Lubumbashi.

L'annonce de sa signature de contrat a été faite ce lundi 31 octobre 2022, par la cellule de communication du club lushois.

«C'est officiel, l'international congolais Ley Matampi vient de signer un contrat d'une saison avec le club cher au chairman Meschak Kasongo Mabwisha et déclare venir pour apporter son expé-

rience et amener l'équipe à ses objectifs. Cette signature de contrat est intervenue ce lundi 31 octobre soir au bureau du chairman Meschak Kasongo avec le secrétaire général du Orderick Lumbala. Bonne chance donc à Ley Matampi le nouveau guerrier», écrit la cellule de communication.

A 33 ans, le vainqueur du CHAN 2016 est arrivé à Lubumbashi dimanche 30 octobre. Après des discussions avec le comité Mabwisha, l'accord a été trouvé entre les deux parties. Ainsi, commence une nouvelle histoire d'amour entre Bazano et Ley.

JM Mpandanjila/
MCP

Domo Okara : On n'a pas été à la hauteur face aux Sundowns

Domo Okara admet que son équipe, les Bayelsa Queens, ont fait des efforts face aux Championnes en titre, mais jugent que ses filles ont commis trop d'erreurs.

Première défaite pour les Bayelsa Queens dans ce tournoi. 2-1 face aux Sud-africaines des Mamelodi Sundowns. Une courte défaite qui n'a cependant pas atteint le moral des Nigériennes.

À noter qu'il s'agit de la première défaite des Bayelsa de l'année 2022, toutes compétitions confondues.

«Nous avons fait de notre mieux, mais ce n'était pas suffi-

riantes, en dit long sur l'esprit des Bayelsa, alors que le manager est impatient que l'équipe prenne un nouveau virage face au TP Mazembe.

«Nous allons travailler dur. Nous avons eu des occasions et nous n'avons pas pu les saisir.

«Si nous n'avons pas pu gagner, ce n'est pas parce que nous n'avons pas donné le meilleur de nous-mêmes. Nous n'avons pas pu déployer notre style, vous savez, les quelques fois



sant. Sundowns est une très bonne équipe, nous le savons tous, nous les avons étudiés avant le match », a déclaré Okara à CAFOnline.com

«Nous avons notre plan mais tout n'a pas fonctionné comme prévu. Nous les avons trop respectés. Quasiment injouables sur le plan tactique. C'est l'une des raisons pour lesquelles la plupart du temps le ballon était dans leur camp».

Le but de Mary Anjor en fin de match a permis aux Nigé-

où nous avons gardé le ballon, nous les avons bien joués. Dans les prochains jours, mon staff ainsi que moi-même allons procéder à des séances vidéos, pour nous améliorer»

Les Bayelsa Queens seront de retour jeudi pour affronter le TP Mazembe au Grand Stade de Marrakech.

Washington pousse Kinshasa à un...

Dialogue satanique !

L'histoire récente rappelle cette sagesse lâchée lors de la Conférence souveraine : « Il faut se servir d'une longue fourchette pour partager le repas avec le diable ! ». Une façon d'attirer l'attention de politiciens sur la ruse dont savait manipuler feu le Maréchal Mobutu pour diviser l'opposition politique. Indiscutablement, la même sagesse conseille aujourd'hui de lire à l'envers les discours de Washington au sujet de la crise plantée en République Démocratique du Congo.

Serait-on naïf au point de croire en la sincérité le coup de « semonce » de l'administration américaine au régime de Paul Kagame ? Quelle serait la vraie étoffe de Kigali pour naviguer à contre-courant des « injonctions » de Washington qui l'invitait à cesser tout soutien au M23. Le prétendu mouvement rebelle étant, elle-même, convié à se retirer des positions conquises sur le territoire congolais ? Pourtant, comme le souligne le confrère Omer Nsongo, l'offensive déclenchée le 29 octobre dernier a valeur de réplique aux propos des Etats-Unis.

En effet, jeudi 27 octobre 2022*. Roger Wood, représentant *alternatif* pour les Affaires politiques spéciales dans l'Administration Joe Biden, rassure à sa ma-

nière les Congolais du soutien des États-Unis à la RDC à l'issue des discussions tenues au la veille au Conseil de sécurité de l'Onu. Par un communiqué officiel américain, certifié par l'ambassade en RDC, Washington dit à Kinshasa : Kigali et le M23 sont avertis.

Kinshasa - comme à l'accoutumée - s'en félicite, sans voir venir le coup de massue, note le confrère. D'autant que deux jours après, soit le samedi 29 octobre, les Congolais assistent à la prise successive des cités de Kiwanja et Rutshuru par les soldats rwandais. Sans la moindre sanction des Etats-Unis contre celui qui vient de transgresser sa « mise en garde ». Au contraire, toutes les condamnations chutent par la recette magique : dialogue selon les prescrits des mécanismes de Nairobi et de Luanda ! Avec qui ? Nairobi c'est entre « Congolais », tandis que Luanda implique Kinshasa et Kigali. Une recette vieille de près de 3 décennies, comme le fait remarquer Omer Nsongo.

Au fait, les Américains sont passés maîtres dans l'art de tirer la crise congolaise en longueur, souvent sans que les Congolais en prennent conscience. En réa-

lité les Processus de Nairobi et de Luanda ne sont que la *variante améliorée* de tous les Processus à les avoir succédé depuis Outenika en 1997. En clair, chaque fois qu'on veut résoudre un problème, on en crée un autre pour faire traîner les choses.

Souvenons-nous en ! A Outenika ont succédé tour à tour :

1. Les négociations de Lusaka sanctionnées par un Accord de cessez-le-feu assorti de l'initiative du Dialogue intercongolais ;

2. L'initiative dudit dialogue ayant conduit les Congolais à Addis-Abeba, à Sun City I, à Pretoria et à Sun City II, cela concomitamment avec les Accords de Luanda pour le Rwanda et de Pretoria avec l'Ouganda ;

3. La mutinerie de Nkunda et Mutebusi ayant favorisé la création Cndp. D'où les négociations de Goma entre le Gouvernement et ce mouvement insurrectionnel, petit-fils biologique de l'Afdl et fils biologique du Rcd ;

4. Fils biologique du Cndp, petit-fils du Rcd, arrière-petit-fils de l'Afdl qu'un certain Laurent-Désiré Kabila qualifia de « *conglomérat d'aventuriers* », le M23 va susciter la création de la Cirgl et du double processus de Kampala et Nairobi.

Tout ceci, successivement sous Laurent Désiré Kabila et sous Joseph Kabila.

Et voilà que sous Félix Tshisekedi, le jeu reprend avec le Processus de Nairobi (entre Congolais) et le Processus de Luanda (entre la RDC et le Rwanda) qui s'ajoutera à un autre processus, celui dont Roger Wood parle dans phrase insolite « _Comme c'est souvent le cas, nous avons passé beaucoup de temps aujourd'hui à parler de solutions militaires à un problème politique_ ».

Gros-Jean comme devant, Kinshasa se retrouve dans sa position de 1996 à l'enclenchement de la guerre de l'Afdl. Cette fois, toutefois, avec un choc : 48 heures seulement après la déclaration de Roger Wood, les cités de Kiwanja et Rutshuru sont prises. Comme si Paul Kagame répondait à Joe Biden à la manière du berger à la bergère. Dans le sens convenu en sourdine, peut-être.

Plus de 20 ans après, le gouvernement de Kinshasa pêcherait en prenant langue avec Kigali, M23, Kampala... l'orgueil masculin et intellectuel pousse plutôt à un échange franc avec les vrais agresseurs que sont les pays anglo-saxons, sous la bannière des Etats-Unis !

LR

Christophe Lutundula : "L'armée rwandaise vient au secours du M23 et avance sous couvert du M23"

La situation est toujours très tendue dans l'est de la RDC. Le 31 octobre, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Goma contre le Rwanda. Kigali est accusé par Kinshasa de soutenir les rebelles du M23 alors que ces derniers ont progressé ces derniers jours dans le territoire du Rutshuru.

Samedi, la RDC avait décidé d'expulser l'ambassadeur du Rwanda. Entretien avec Christophe Lutundula, vice-Premier ministre et chef de la diplomatie congolaise.

La situation est extrêmement tendue dans l'est de la RDC. Le Mouvement du 23 Mars (M23) progresse à l'intérieur du territoire de Rutshuru depuis le 20 octobre dernier. Les rebelles se sont emparés de deux villes, Kiwanja et Rutshuru-centre, la semaine dernière. Où en est aujourd'hui la situation sur le plan sécuritaire ?

Christophe Lutundula : Moi, je pense qu'il faut d'abord rectifier. Ce n'est pas en réalité le M23, c'est l'armée rwandaise qui vient au secours du M23 et qui avance sous le couvert du M23. Effectivement, la situation sur le terrain au moment où nous parlons est préoccupante, mais nos forces armées résistent et sont parvenues à bloquer les offensives de l'armée rwandaise avec le M23.

Sur un plan diplomatique, la tension est également très forte. Vous accusez l'armée rwandaise de soutenir le M23. Hier, vous avez notifié à l'ambassadeur rwandais, Vincent Karega, son expulsion du territoire congolais. Et vous avez rappelé votre chargée d'affaires en poste à Kigali, Alice Kimpembe Bamba. Est-ce que cela signifie que le fil de la discussion est rompu avec les autorités rwandaises ?

Qu'il s'agisse de discussions, qu'il s'agisse de la relation entre notre pays et le Rwanda, la relation entre les hommes de manière générale, l'élément fondamental, c'est la confiance et l'intérêt mutuel. Pour l'instant, les autorités rwandaises nous ont démontré que nous n'avions pas de raisons de leur faire confiance et que leurs intérêts sont diamétralement opposés aux nôtres. Y aura-t-il une évolution qui va encourager le dialogue ? Nous le souhaitons bien, parce que nous sommes tous de la même région et donc, pour nous, s'il y a

une évolution significative, c'est-à-dire, un, le retrait du M23 des territoires occupés, deux, le retour de nos compatriotes à leur domicile et trois, la fin définitive sans condition et sans délai, de tout soutien au M23 en particulier du soutien du



Quand va-t-il débiter précisément sa mission ?

Je sais que nous, nous avons aussi désigné notre officier de liaison. Le ministre angolais des Affaires étrangères était ici dimanche. Il est passé à Kigali. J'espère que Kigali va désigner aussi l'officier de liaison. Ce que je sais, c'est que les observateurs angolais qui sont dirigés par le général angolais sont prêts à se déployer pour quoi pas cette semaine. Ils vont s'établir à Goma, c'est connu. Donc, les choses sont

prêtes, il reste la désignation de l'officier de liaison du Rwanda.

Un mot sur l'élection de Lula au Brésil. Comment réagissez-vous à cette victoire ? Est-ce que son succès peut permettre de mieux défendre à l'échelle internationale les grands bassins forestiers mondiaux ?

C'est la victoire de la démocratie. Je félicite les Brésiliens. C'est un pays qui a un ancrage aujourd'hui certain dans la démocratie. Je ne pense pas qu'il y a des raisons pour qu'il ne s'intègre pas dans la dynamique de la défense du patrimoine écologique que nous partageons tous. Nous espérons qu'il va apporter un peu plus d'énergie, parce que c'est un plus quand il vient, pour que la cause que nous défendons nous tous soit entendue de ceux qui sont pollueurs.

RFI

Assemblée Nationale

Budget : Sama Lukonde défend et passe



Les députés nationaux ont déclaré recevable à l'unanimité, ce mardi 01 novembre 2022, le projet de loi des finances de l'exercice 2022.

Il sera envoyé à la commission économique et finance (ECOFIN), pour poursuivre les travaux d'approfondissement. Le bureau a décidé d'octroyer à

cette commission un délai de 15 jours pour finaliser les travaux.

Ceci est fait après les éléments des réponses apportées aux préoccupations des élus nationaux par le premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde.

Ce budget est chiffré à 14,6 milliards de dollars américains.